

S05 LMS 2615

916

(1939-40)

A

Groupement national d'importation et de
répartition des cafés en temps de guerre
(G.N.I.R.C.A.)

CD 26.12.39 47 VIII a
CA 17. 1.40 13 II bis

Groupement national d'importation et de répartition des cafés en temps de guerre (G.N.I.R.C.A.)

du 17 janvier 1940

Objet : Compte rendu de la délégation de pouvoirs donnée par le Conseil d'Administration dans sa séance du 1er septembre 1939.

p. 13

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'il a été distribué aux membres du Conseil un compte rendu des affaires qui ont été réglées en vertu de la délégation de pouvoirs donnée par le Conseil dans sa séance du 1er septembre 1939, et dont il reprend l'énumération :

E - Souscription au Groupement National d'Importation et de Répartition des Cafés en temps de guerre (G.N.I.R.C.A.)

Il a été souscrit, pour le compte des Economats, 4 actions de 100 francs de ce Groupement.

26 décembre 1939

QU. VIII - Questions diverses

a) Souscription au Groupement National d'Importation et de Répartition des Cafés en temps de guerre (G.N.I.R.C.A.).

P.V. COURT et
STENO p. 47

M. LE PRESIDENT rend compte de la souscription de 4 actions de 100 francs de ce Groupement.

ANNOTATIONS

Monsieur le Président GUINAND

Je vous propose de donner suite et
d'en rendre compte au prochain Comité.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

On peut en parler au Comité sans faire
de rapport écrit ... pour la règle.

14 décembre,

BERTHELOT.

D'accord. J'en rendrai compte au
Comité.

GUINAND.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Secrétariat Général

Paris, le 12 décembre 1939

Participations Financières

D 9139/56

C O P I E

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la proposition de M. le Directeur du Service Central du Personnel, en date du 28 novembre 1939, vous avez bien voulu approuver le principe de la souscription à 4 actions de 100 fr du Groupement National d'Importation et de Répartition des cafés en temps de guerre (G.N.I.R. CA).

Dans l'état actuel des règles qui régissent les participations financières, cette souscription devrait être soumise au Comité de Direction et ensuite au Ministre des Travaux Publics (1).

En raison de la modicité de la somme et du caractère officiel du Groupement en cause, M. Yves MARTIN, Inspecteur des Finances, Adjoint au Chef de la Mission du Contrôle Financier, que nous avons consulté officieusement ce jour, nous fait connaître que la S.N.C.F. pourrait effectuer cette souscription sans solliciter d'autorisation ministérielle, à charge seulement par elle, d'aviser la Mission du Contrôle Financier, lorsque l'opération serait réalisée.

Etant donné la position prise sur cette question par M. Yves MARTIN je ne pense pas qu'il soit indispensable de présenter l'affaire au Comité.

Si vous partagiez cette manière de voir, la participation de la S.N.C.F. au capital du G.N.I.R. CA. serait considérée comme définitive et une réponse d'accord, dont j'ai l'honneur de vous soumettre le projet ci-joint, serait adressée à ce Groupement.

Signé : VAGOGNE.

(1) L'art. 12 (4°-) du décret du 25 juin 1938 prévoit en effet que l'Inspection Générale des Finances au Ministère des Travaux Publics "donne obligatoirement son avis sur les investissements de capitaux faits par les concessionnaires de chemins de fer d'intérêt général dans les entreprises diverses par prélèvement sur les recettes d'exploitation ou les ressources d'emprunt, sous forme de subventions ou de participations".

Annotations

D'accord, mais la dépense est à prendre en charge par les Economats.

LE BESNERAIS.

M. BRALLEY

Voir si nous devons rédiger un rapport au Comité ou passer à exécution.

CLEMENT.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Service Central
du PersonnelC O P I E

Paris, le 28 novembre 1939

D 9139/56

Monsieur le Directeur Général,

Le Groupement National d'Importation et de Répartition des Cafés (G.N.I.R.C.A.) propose à la S.N.C.F. par lettre ci-jointe, de souscrire à 4 actions de 100 fr.

La qualité d'actionnaire, donnerait droit à notre représentant, d'assister aux assemblées générales; cette représentation, qui pourrait être assurée par un agent qualifié des Economats, offrirait un intérêt marqué, pour les raisons suivantes :

Depuis les hostilités, le groupement précité (G.N.I.R.C.A.), est chargé sous le contrôle du Ministère de l'Agriculture, de l'importation et de la répartition des cafés en France. Actuellement de grosses difficultés surgissent pour l'approvisionnement des cafés et la répartition n'est faite qu'au prorata des consommations de l'année 1938.

En principe, les actionnaires ont droit d'office à cette répartition proportionnelle (article 13 du statut du G.N.I.R.C.A.) dans la limite des actions souscrites. Il n'est accordé qu'une action par 4.000 quintaux métriques de cafés consommés en 1938. La consommation des Economats s'élevant pour cette dernière année à 19.500 quintaux peuvent prétendre de ce fait à 4 actions.

Etant donné que nos Economats n'ont pas de personnalité civile, il appartient à la S.N.C.F. d'effectuer cette souscription pour le compte des Economats.

J'ai l'honneur de vous proposer pour les motifs invoqués de bien vouloir approuver le principe de cette souscription.

P. le Directeur du Service Central P,
Le Chef adjoint
du Service Central du Personnel,

signé : LEFORT.